



**Jaquier Armand, Menétrey Lucie**

Le Conseil fédéral ne peut plus rester muet face aux violations du droit international à Gaza

Cosignataires :

Réception au SGC : 20.05.25

**Dépôt**

Au moment où ce texte est déposé, Gaza s'apprête à disparaître.

Depuis les crimes de guerre perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, l'Etat d'Israël a lancé une offensive de représailles et de destruction d'une ampleur sans pareil, multipliant elle aussi les crimes de guerre à l'encontre de Palestiniennes et Palestiniens. Gaza a été hermétiquement bouclée, ses infrastructures - et notamment ses hôpitaux, écoles et universités - réduites en cendres, et sa population civile massivement ciblée, sans distinction. A peine plus de trois mois plus tard, la Cour pénale internationale reconnaissait un risque plausible de génocide, enjoignant Israël à prendre toutes les mesures possibles pour le prévenir. Mais le blocus s'est poursuivi et le massacre s'est intensifié. Le cessez-le-feu temporaire instauré en janvier 2025 a été rompu par Israël, relançant les frappes et l'offensive terrestre avec une violence accrue.

A ce jour, plus de 52 000 personnes tuées auraient été recensées et identifiées depuis le 8 octobre 2023 et plus de 118 000 personnes auraient été blessées. Derrière ces chiffres, il y a des réalités et des images insoutenables : des corps d'enfants calcinés par les bombes ou encore de familles dans les décombres pleurant la mort de leurs proches. La majorité des victimes sont des civils, et parmi eux, une proportion écrasante d'enfants.

Depuis plus de deux mois, la situation humanitaire a encore empiré. Israël a totalement verrouillé la bande de Gaza, empêchant toute entrée de nourriture, de carburant, de médicaments ou de fournitures vitales. En refusant l'entrée de l'aide humanitaire, Israël utilise clairement la faim comme une arme de guerre, en violation du droit international. Cette stratégie de siège pèse de manière dramatique sur les plus vulnérables, notamment les enfants.

Dans ce contexte, les déclarations de hauts responsables israéliens, de plus en plus nombreuses et radicales ces derniers jours, vont de la promesse cynique de transformer Gaza en station balnéaire à des appels directs à sa destruction. Combinées à la brutale offensive terrestre en cours, ces prises de position renforcent encore le risque de génocide.

Aujourd'hui, le silence assourdissant du Conseil fédéral ne peut plus durer. Alors que de très nombreux Etats s'engagent pour que des solutions soient trouvées afin de mettre un terme à l'horreur sur place et pour que des perspectives de reconstruction voient concrètement le jour, la Suisse, pourtant dépositaire des conventions de Genève, reste pour l'heure muette.

Soucieux que la Suisse agisse pour faire respecter le droit international, le droit humanitaire et les droits humains et se positionne pour promouvoir une paix active, le Grand Conseil fribourgeois appelle le Conseil fédéral à s'engager dans les plus brefs délais pour :

### **Répondre à l'urgence humanitaire**

- > exiger la prise de toutes les mesures nécessaires pour contribuer à l'acheminement urgent et massif d'aide humanitaire et médicale à Gaza et l'accueil de blessé-e-s en Suisse ;
- > mettre fin au blocus des livraisons d'aide. Le Gouvernement suisse doit notamment soutenir les efforts internationaux pour obtenir une résolution correspondante des Nations Unies.

### **Un cessez-le-feu immédiat, durable et une paix juste**

- > condamner sans équivoque les crimes de guerre en cours dans la bande de Gaza et faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la violence et empêcher une épuration ethnique imminente ;
  - > mettre un terme immédiat à toute coopération militaire avec Israël et toute livraison de matériel militaire vers Israël ;
  - > examiner et mettre fin aux éventuelles coopérations d'acteurs ayant leur siège en Suisse (entreprises, autorités étatiques, institutions de formation) avec des institutions impliquées dans la guerre ;
  - > aligner la Suisse sur les sanctions européennes ;
  - > reconnaître l'Etat de Palestine ;
  - > intensifier l'engagement de la Suisse en matière de médiation pour faciliter le retour des otages encore retenus en Israël.
-